

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Rejeté

N° CF1039

**AMENDEMENT**

présenté par

Mme Mercier, M. Philippe Brun, M. Baptiste, M. Baumel, M. Bouloux, M. Oberti, Mme Pantel,  
Mme Pirès Beaune et les membres du groupe Socialistes et apparentés

-----

**ARTICLE 49****ÉTAT B****Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »**

null

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	0	2 700 000
Handicap et dépendance	0	0
Égalité entre les femmes et les hommes	2 700 000	0
<b>TOTAUX</b>	2 700 000	2 700 000
<b>SOLDE</b>	0	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement des députés socialistes et apparentés vise à ne pas diminuer les crédits de l'action 24 "Accès aux droits et égalité professionnelle".

La cause féministe ne doit en effet pas faire les frais de la politique d'austérité budgétaire du Gouvernement.

Tel est l'objet du présent amendement, qui pour des raisons de recevabilité financière au titre de l'article 40 :

– augmente les crédits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour 2 700 000 euros de l'action 24 – Accès aux droits et égalité professionnelle du programme 137 Egalité entre les femmes et les hommes ;

– diminue les crédits en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour 2 700 000 euros de l'action 11 – Prime d'activité et autres dispositifs du programme 304 Inclusion sociale et protection des personnes

Cette diminution n'est pas souhaitée en tant que telle, il est donc demandé au Gouvernement de lever le gage.